

A la grande bouffe capitaliste, c'est l'Etat qui fait le service !

La question peut sembler contradictoire au premier abord : nous sommes anti-étatistes et nous défendons les services publics. Depuis 1983, droite et gauche confondues organisent leur mise en coupe réglée (sous prétexte de rentabilisation), tout comme ils organisent la casse de la protection sociale.

La Poste se trouve aujourd'hui dans l'œil du cyclone capitaliste, et c'est l'Etat qui souffle le vent de la tempête.

La destruction du service public de télécommunications est en marche depuis plus de 20 ans. La Poste est séparée de France Télécom en janvier 1991 (projet initié en 1987 sous le gouvernement de cohabitation Chirac, et finalisé par le ministre socialiste Quilès en 1990). France Télécom est soumis à la concurrence capitaliste depuis janvier 1998 (Société Anonyme avec l'Etat comme seul actionnaire), avant d'être livrée en pâture au secteur privé en septembre 2004. Le projet de privatisation de La Poste suit une logique semblable dans une mécanique libérale désormais bien huilée, après que les transports (SNCF) et l'énergie (EDF/GDF) y aient été aussi broyés. La loi postale vise à transformer La Poste en société anonyme en mars 2010, puis de la soumettre aux appétits concurrentiels du marché en 2011.

Les prochains au menu de la grande bouffe capitaliste : les services publics de santé et d'éducation ?

L'État Providence : une escroquerie

Depuis la Seconde Guerre Mondiale jusqu'au début des années 80, les services publics furent considérés, avec la protection sociale, comme des béquilles du marché, destinés à atténuer la féroce exploitation du capital. C'était le fameux « État Providence ». Peu de gens se rendaient compte qu'il constituait une belle escroquerie : cette providence provenait en fait directement des revenus du travail, donc du prolétariat et de tout un chacun. Et beaucoup ont oublié que la Sécurité sociale n'était pas gérée par l'État mais par les organisations syndicales. Mais si l'État avait développé certains services publics, et nationalisé certaines entreprises, ce n'était pas par charité. Il répondait à des impératifs de formation de la main d'œuvre pour les entreprises (éducation), et de développement (aménagement du territoire, énergie...), quand il ne s'agissait pas de visées natalistes (allocations familiales) ou néo-coloniales (banques, Elf...). Mais il répondait aussi à la pression constante de l'agitation sociale et devait céder devant certaines revendications ouvrières, en matière de protection sociale notamment.

Les services publics, comme la protection sociale, étaient donc conçus comme des remèdes aux incohérences du marché et comme l'outil d'une certaine cohésion sociale dans une société inégale et qui devait absolument le rester.

Depuis le milieu des années 70, la faiblesse du mouvement social, due principalement à la pression du chômage, a ouvert la voie à une revanche des tenants du capital. La mission des services publics dans le cadre de l'État s'en est trouvée bouleversée. Impératifs de rentabilité financière, méthodes de gestion libérale, concurrence avec des entreprises privées aux objec-

**Groupe D'Anarchistes
De Lille et Environs**



tifs purement financiers, baisse des effectifs, flexibilité, recours massif aux emplois précaires, services minimum pour les pauvres et services payants pour les riches... La liste des maux est longue. Et nous avons été de toutes les luttes contre ces régressions.

L'État : un patron comme les autres

Est-ce-à-dire que nous prônons un pur et simple retour à la situation précédente ? À l'État Providence ? Bien évidemment non. C'est que nous faisons une distinction très nette entre la notion d'État et celle de service public. Ce n'est pas la qualité du propriétaire qui nous importe (privé ou étatique, ou les deux à la fois selon une pratique désormais bien établie du capitalisme à la française). C'est la fonction d'utilité sociale pour la population qui est déterminante.

Et les services publics étatiques ne brillent pas davantage que leur version libérale des mille feux de l'égalité et de la solidarité. On y applique la centralisation, la hiérarchie, le corporatisme, voire trop souvent un nationalisme bêlant dans un but prioritaire (quel que soit la bonne foi de celles et ceux qui y travaillent) : servir avec zèle tous les pouvoirs. Ainsi, l'Éducation nationale, qui passe pour un des fleurons des services publics, demeure fondamentalement une école de l'inégalité des chances, du tri social et de la reproduction de la division sociale.

Bref, tous ces prétendus services publics auxquels il faudrait rajouter l'armée, la police, la magistrature, les impôts et les usines d'armement, ne gèrent en rien l'intérêt général au bénéfice de la population. Alors ?

Pour des services publics autogérés par toutes et tous

Alors nous ne voulons évidemment pas en revenir aux administrations casernes toutes puissantes. Dans une civilisation évoluée, les services publics sont un droit inaliénable donc : non marchands, d'accès libre, universels, ils garantissent l'égalité des citoyens et sont facteurs d'entraide sociale. Ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société : éducation, logement, santé, transport, communication. De nouveaux champs apparaissent : gestion de la ville (au sens large), gestion des ressources naturelles, distribution alimentaire, énergie, culture...

Nous prônons la socialisation des moyens de production. Cela ne signifie évidemment pas leur nationalisation si chère à l'Union de la Gauche. Cela signifie leur appropriation et une gestion collectives par les producteurs et bénéficiaires.

La vision que nous avons des services publics est donc la suivante :

- des services collectifs, sociaux, donc autogérés collectivement par les acteurs et bénéficiaires de ces services. Cela n'ira peut-être pas sans poser de problème, notamment de conflit d'intérêt entre producteurs de ces services et consommateurs. Mais l'autogestion et le fédéralisme sont pour nous la seule voie et nous permettront d'échapper à la fois à l'aumône ultra-libérale et au caporalisme étatique. Et qui dit autogestion dit nécessairement égalité économique et sociale des salarié-e-s.

- des services gratuits. Des transports gratuits, l'éducation réellement gratuite, le logement gratuit, l'énergie, les communications, la nourriture, l'eau, la santé... gratuites sont les seuls vecteurs réels d'égalité sociale.

Cette gratuité se conjugue avec l'autogestion et le fédéralisme (avec un rôle central pour les communes) pour assurer la cohérence de la gestion des ressources. Le service public "libertaire" permet le partage des richesses que nous produisons et que le capitalisme et l'état s'acparent. C'est pour nous un premier pas vers un véritable communisme libertaire.

**Groupe D'Anarchistes
De Lille et Environs**

